

04 Débat d'actualité sur la contamination sur le lieu de travail et questions jointes de

- Nadia Moscufo à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les contaminations dans les entreprises et la carte blanche de différentes personnalités" (55015315C)
- Gaby Colebunders à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les contaminations dans les entreprises et la carte blanche de différentes personnalités" (55015316C)
- Gaby Colebunders à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les foyers de contamination au travail et les contrôles dans les entreprises et les secteurs" (55015318C)
- Florence Reuter à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "La mise en place de tests rapides au sein des entreprises" (55015794C)
- Gaby Colebunders à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les mesures anti-covid dans les entreprises compte tenu des décisions du Comité de concertation" (55015850C)
- Sophie Thémont à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les tests rapides en entreprise" (55016004C)
- Anja Vanrobaeys à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les tests rapides dans les entreprises" (55016602C)
- Nadia Moscufo à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les infractions dans les entreprises quant au respect des mesures corona" (55016920C)
- Gaby Colebunders à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les infractions dans les entreprises quant au respect des mesures corona" (55016929C)
- Catherine Fonck à Pierre-Yves Dermagne (VPM Économie et Travail) sur "Les autotests au sein des entreprises" (55016965C)

04 Actualiteitsdebat over de besmetting op de werkvloer en toegevoegde vragen van

- Nadia Moscufo aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De besmettingen in de bedrijven en het opiniestuk van verscheidene vooraanstaande figuren" (55015315C)
- Gaby Colebunders aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De besmettingen in de bedrijven en het opiniestuk van verscheidene vooraanstaande figuren" (55015316C)
- Gaby Colebunders aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De besmettingen en de clusters op de werkvloer en de controles bij bedrijven en sectoren" (55015318C)
- Florence Reuter aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "Sneltests in de bedrijven" (55015794C)
- Gaby Colebunders aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De coronamaatregelen in de bedrijven in het licht van de beslissingen van het Overlegcomité" (55015850C)
- Sophie Thémont aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "Sneltests in de bedrijven" (55016004C)
- Anja Vanrobbaeys aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "Sneltests in bedrijven" (55016602C)
- Nadia Moscufo aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De niet-naleving van de coronaregels door bedrijven" (55016920C)
- Gaby Colebunders aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "De niet-naleving van de coronaregels door bedrijven" (55016929C)
- Catherine Fonck aan Pierre-Yves Dermagne (VEM Economie en Werk) over "Het gebruik van zelftests in bedrijven" (55016965C)

04.01 Nadia Moscufo (PVDA-PTB): *Monsieur le ministre, le 8 mars dernier, plusieurs personnalités du monde syndical et des experts de la santé au travail ont sorti une carte blanche dans la presse pour dénoncer la faiblesse des mesures sanitaires dans les entreprises.*

Les auteurs ciblent ainsi deux aspects problématiques.

Le premier réside dans l'absence d'une stratégie gouvernementale qui met l'accent sur la santé au travail. Selon ces personnalités, ce manque de réactivité des pouvoirs publics résulterait plutôt d'un choix délibéré, « comme si la liberté des employeurs à organiser le travail à leur guise était tellement sacrée que même une pandémie ne pouvait pas la remettre en cause ».

Le deuxième aspect, basé sur les rapports de l'inspection du travail et des remontées d'information des délégations syndicales, concerne le fait que « mesures concernant le travail, aussi limitées soient elles, sont peu respectées » par les employeurs.

Mes questions sont donc les suivantes:

1. *Que répondriez-vous aux auteurs de la carte blanche? Qu'est ce qui a été mis en place dernièrement pour diminuer le nombre de contaminations dans les entreprises et pour quels résultats?*
2. *Quels sont les derniers résultats des contrôles dans les entreprises par l'inspection du travail? Quelle est l'évolution du respect des règles sanitaires dans les entreprises depuis novembre 2020?*
3. *Que répondriez-vous aux auteurs de la carte blanche qui expliquent que « l'adhésion aux mesures extrêmement contraignantes dans la vie privée ne peut qu'être sapée par l'expérience quotidienne qu'a la population des faiblesses de la prévention dans les entreprises »?*
4. *Ces mêmes auteurs développent en outre leur proposition pour améliorer la situation: « Cela implique que les collectifs de travail, en toute démocratie (...), reprennent l'initiative pour évaluer les risques et imposer des plans de prévention efficaces. Pour ce faire, il n'est pas besoin d'adopter des mesures d'exception, certes. La loi sur le Bien-Etre au travail est suffisamment explicite en la matière. Mais il est*

04.01 Nadia Moscufo (PVDA-PTB): *Op 8 maart werd het ondermaatsse preventiebeleid in de bedrijven aan de kaak gesteld in een opiniestuk in de pers. De auteurs wijzen op twee problematische aspecten.*

Ten eerste stellen ze dat het gebrek aan een regeringsstrategie inzake gezondheid op het werk een bewuste keuze is, alsof de vrijheid van de werkgevers om het werk naar eigen inzicht te organiseren heilig zou zijn. Ten tweede trekken de werkgevers zich weinig aan van de maatregelen in verband met het werk, ook al zijn ze uiterst beperkt.

Wat zou u de auteurs van dat opiniestuk antwoorden? Wat wordt er gedaan om het aantal besmettingen in de bedrijven te verminderen en met welk resultaat? Wat zijn de jongste resultaten van de door de Arbeidsinspectie uitgevoerde controles? Welke evolutie stelt men vast met betrekking tot de naleving van de gezondheidsmaatregelen in de bedrijven?

De auteurs zijn van mening dat, om de situatie te verbeteren, de arbeidscollectieven het initiatief

impératif que le gouvernement prenne des mesures pour la faire respecter et remette ainsi les responsabilités là où elles sont, en rappelant le contrôle nécessaire exercé par les comités de prévention et de protection au travail (CPPT) ». Allez-vous agir en ce sens?

Je vous remercie

Monsieur le ministre, suite à la journée d'actions nationale du 29 mars dernier, le Gouvernement a posé un ultimatum aux syndicats dans une note envoyée aux interlocuteurs sociaux. Soit ils concluent un accord pour le 1er mai dans le cadre de la marge d'augmentation des salaires de maximum 0,4 %, soit le Gouvernement imposera cette marge de force.

Cette initiative est d'autant plus inacceptable que les derniers chiffres parus dans la presse démontrent qu'une meilleure redistribution des richesses produites est, en plus d'être nécessaire, possible.

Voici quelques exemples en ce qui concernent les entreprises cotées en bourse:

La rémunération moyenne des grands patrons du Bel 20 s'élève à 2,64 millions d'euros

Le patron le mieux payé a empoché 7.14 millions l'an dernier (Argenx)

Certains dirigeants, comme Harold Boël (Sofina), ont même vu leurs rémunérations doublées en 2020

Le salaire du patron du groupe de biopharmacie UCB est 126 fois plus élevés que le salaire le plus bas de la firme

Plus de quatre sociétés cotées en bourse sur dix ont augmenté ou maintenu leur dividende durant la crise

Hors AB InBev, les dividendes ont en moyenne augmenté de 19 %

Mes questions sont donc les suivantes:

1/ Comment expliquez-vous un tel ultimatum alors que votre président de parti soutenait à 200 % la grève du 29 mars, dont l'une des revendications était la mise en place d'une norme indicative?

2/ Comment expliquez-vous l'absence de mention du salaire minimum et des fins de carrière dans la note que vous avez envoyée aux interlocuteurs sociaux?

3/ Quel est l'effet de votre nouvel ultimatum? Ne pensez-vous pas clairement favoriser le rapport de force du patronat en agissant de la sorte?

4/ Jeudi passé, en séance plénière, vous avez indiqué qu'il «fallait laisser le temps et l'espace aux partenaires sociaux pour négocier ». Pensez-vous vraiment qu'en imposant la norme de 0.4 %, vous laissez assez d'espace pour la négociation?

5/ Est-ce qu'il y a, ou il y a eu, des débats dans votre gouvernement pour modifier la loi de 96? Que pensez-vous de notre proposition de

zouden moeten nemen om de risico's te evalueren en adequate preventieplannen door te voeren. De wet op het welzijn op het werk is expliciet genoeg op dat punt, maar de regering moet ervoor zorgen dat nageleefd wordt en zo de verantwoordelijkheid te leggen waar ze thuishoort en er daarbij op wijzen dat de CPBW's toezicht moeten uitoefenen. Zult u actie ondernemen in die zin?

loi sur le sujet, avec le député Marc Goblet? L'avez-vous lue?

Je vous remercie.

04.02 Sophie Thémont (PS): *Monsieur le ministre, comme vous le savez, 40% des infections au sein d'un cluster ont été constatées au sein des entreprises. Afin de diminuer les contaminations, vous préconisez le télétravail là où les activités le permettent. Pour les autres secteurs, vous avez annoncé vouloir mettre en place un système de dépistage rapide, sur base d'un test antigénique.*

Je salue cette initiative qui permettra la reprise progressive des activités habituelles des travailleurs et des entreprises. Néanmoins, dans l'immédiat, elle entraîne des difficultés logistiques et financières pour certaines entreprises. En effet:

Ces tests-antigéniques nécessitent l'intervention d'un médecin ou d'un personnel infirmier pour pouvoir le réaliser. Or le planning des services de prévention semble complet jusque fin de l'année.

Les stocks de tests ont été achetés par le gouvernement mais leur réalisation reste à charge de l'employeur, ce qui représente un coût supplémentaire pour les petites entreprises en difficulté.

Monsieur le ministre, avez-vous discuté avec les partenaires sociaux afin de dégager des solutions pour pallier à ces difficultés? Je vous remercie.

04.02 Sophie Thémont (PS): *Om minder besmettingen op het werk te hebben, pleit u voor telewerk daar waar de activiteiten dat toelaten. Voor de andere sectoren hebt u aangekondigd dat u een systeem voor snelle screening wil opzetten op basis van antigeentests. Dat initiatief is lovenswaardig, maar brengt voor sommige bedrijven logistieke en financiële moeilijkheden mee.*

Dergelijke tests vereisen immers de tussenkomst van een arts of verpleegkundig personeel. De planning van de preventiediensten blijkt echter vol te zitten tot het einde van het jaar. De regering heeft voorraden van tests aangekocht, maar de kosten voor het gebruik ervan blijven voor rekening van de werkgever, wat een bijkomende kostenpost betekent voor de kleine ondernemingen in moeilijkheden.

Hebt u met de sociale partners besproken hoe die problemen opgelost kunnen worden?

04.03 Anja Vanrobaeys (Vooruit): *Mevrouw de voorzitter, ik verwijs naar de schriftelijk ingediende vraag.*

Mijnheer de minister,

Om de verdere verspreiding van het coronavirus tegen te gaan, werd op het overlegcomité van 22 maart beslist ruim in te zetten op sneltests in ondernemingen waar telewerk niet mogelijk is. In die optiek kunnen bedrijven tot en met 1 mei wekelijks twee gratis antigeensneltesten per personeelslid aanvragen. Daarvoor heeft de federale overheid 1 miljoen gratis sneltests ter beschikking gesteld, maar daarvan werden er tot nu toe slechts 250.000 besteld.

Het gebruik van de sneltesten is duidelijk omkaderd door de FOD WASO. In principe kunnen ze maar ingezet worden bij een virusuitbraak, maar ook bij laagrisicocontacten of als preventie in risico-sectoren of risico-regio's. De sneltests kunnen alleen worden besteld door de arbeidsarts die eveneens beslist voor wie en wanneer ze worden ingezet in het bedrijf. Indien nodig, kan hij hierover overleggen met de regionale gezondheidsinspecteur en/of de arts-sociaal inspecteur van de Algemene Directie Toezicht Welzijn op het Werk. De afname gebeurt ook steeds op vrijwillige basis en door medisch personeel.

04.03 Anja Vanrobaeys (Vooruit): *Le Comité de concertation a décidé le 22 mars que les entreprises où le télétravail n'est pas possible pouvaient demander deux tests rapides antigéniques par semaine à chaque membre du personnel. Les autorités ont mis gratuitement à disposition un million de tests rapides pour cela, dont 250 000 seulement ont été commandés à ce jour.*

Le ministre estime-t-il que les entreprises recourent suffisamment aux tests rapides?

Des mesures supplémentaires sont-elles nécessaires afin de populariser l'usage des tests rapides? Comment sensibiliser les secteurs à risque?

Mijn vragen zijn:

Vindt u dat momenteel voldoende wordt ingezet op sneltesten in bedrijven?

Zijn er volgens u tot wanneer de vaccinatiegraad voldoende hoog is, bijkomende maatregelen nodig om de gratis sneltesten meer ingang te doen vinden? Wat met risicovolle sectoren?

Met dank voor de verstrekte antwoorden,

04.04 Catherine Fonck (cdH): *Monsieur le ministre, un très grand nombre d'entreprises avait fait la demande pour obtenir des tests rapides gratuits à utiliser sur le lieu de travail lors de la sortie sur le marché de ceux-ci. Du stock d'un million de teste commandés pour la période du 1er avril au 1er mai, 265.000 tests avaient déjà été fournis aux entreprises le 13 avril 2021.*

Monsieur le ministre, mes questions sont les suivantes:

- Combien de tests rapides ont déjà été administrés aux entreprises jusqu'à présent?

- L'introduction de ces tests en entreprise aura-t-elle pour conséquence que votre politique en termes de télétravail? En d'autres termes, les travailleurs pourront-ils retourner plus rapidement au travail grâce à l'utilisation de ces tests rapides?

04.04 Catherine Fonck (cdH): *Heel veel bedrijven hebben om gratis sneltests gevraagd. Op 13 april werden er van de voorraad van één miljoen tests die besteld werden voor de periode van 1 april tot 1 mei al 265.000 tests geleverd aan de bedrijven.*

Hoeveel sneltests werden er tot dusver afgenomen in de bedrijven? Zullen de werknemers dankzij die sneltests sneller opnieuw naar kantoor kunnen komen?

04.05 Pierre-Yves Dermagne, ministre: *Mesdames et messieurs les députés, on a déjà abordé cette question lors du débat sur le télétravail et le télétravail obligatoire. Outre la mesure relative au contrôle intensif du respect du télétravail obligatoire, j'ai également proposé une mesure supplémentaire pour réduire la contamination sur les lieux de travail, à la fois dans le secteur public et dans le secteur privé dans des postes et fonctions où le télétravail n'est pas possible. Cette solution, c'est l'utilisation de tests rapides antigéniques.*

04.05 **Minister Pierre-Yves Dermagne**: *Naast de maatregel betreffende de intensieve controle op de naleving van de verplichting tot telewerk heb ik ook het gebruik van sneltests voorgesteld met het oog op het terugdringen van besmettingen op het werk wanneer telewerk niet mogelijk is.*

Ils sont initialement proposés aux entreprises où le médecin du travail estime qu'il existe un risque accru de contamination sur la base notamment des différentes études et rapports d'experts, qu'il s'agisse de rapports universitaires ou du commissariat corona, risques de contamination accrus parce que le télétravail n'est pas possible ou parce que la distanciation physique ne peut être à 100 % respectée pendant l'exécution du travail. C'est donc intimement lié à un type d'activité ou à une fonction particulière au sein d'une entreprise.

Die tests worden aangeboden aan de bedrijven waar de arbeidsgeneesheer van oordeel is dat er een verhoogd risico op besmetting is omdat telewerk niet mogelijk is of omdat er tijdens het werk onvoldoende fysieke afstand gehouden kan worden.

Het is belangrijk te benadrukken dat sneltesten geen wondermiddel zijn. Sneltesten zijn een bijkomend middel dat de federale regering wil gebruiken om het aantal besmettingen te doen verminderen in sectoren en bedrijven waar telewerk niet mogelijk is.

Les tests rapides ne sont pas la panacée, mais ils peuvent contribuer à réduire le nombre de contaminations dans des secteurs et des entreprises où le télétravail n'est pas possible.

Le gouvernement fédéral a proposé les tests délivrés par Medista et c'est aux entreprises, en collaboration avec leur médecin du travail et leur service de prévention, d'organiser la mise en oeuvre des tests rapides sur les lieux de travail. Ce sont les employeurs qui paieront les services de la médecine du travail et de leur personnel (comme les infirmiers et infirmières) dont une partie des services est déductible fiscalement pour les employeurs.

De federale regering heeft de door Medista geleverde tests aangeboden aan de bedrijven, die in samenwerking met de arbeidsartsen en de preventiediensten de testafname moeten organiseren. De werkgevers betalen voor de diensten van de arbeidsgenees-

Il s'agit d'un projet sur base volontaire pour les employeurs comme pour les travailleurs. À l'heure actuelle, 345 000 tests rapides ont été livrés aux médecins du travail pour une utilisation en entreprise et il en reste un stock de 545 000. Vu le succès de la mesure, il a été décidé de prolonger le projet d'un mois - jusqu'au 1^{er} juin. Quand je parle de projet, c'est en fait le partenariat entre le fédéral qui met gratuitement à disposition les tests et la médecine du travail qui met en pratique les opérations de *testing* sur les lieux de travail.

Parmi les tests distribués, 82 % ont été utilisés dans des entreprises privées, 18 % dans le secteur public. Le SPF Emploi a élaboré le cadre dans lequel ces tests rapides sont possibles. Ce cadre est basé sur l'avis unanime des partenaires sociaux du 23 mars 2021 concernant la mise en œuvre, dans les entreprises, des tests rapides de façon répétitive.

Het gebruik van sneltesten betekent niet dat de preventiemaatregelen uit de generieke gids en de sectorgids niet meer moeten worden nageleefd. Een sneltest kan ook niet de verplichte quarantaine vervangen. De uitvoering van de test moet altijd gepaard gaan met een controle van de preventiemaatregelen.

Pour répondre plus spécifiquement à la question de M. Colebunders et de Mme Thémont, nous sommes en dialogue continu avec les partenaires sociaux sur les mesures de sécurité à prendre dans les entreprises ou à adapter à de nouvelles situations ou à de nouveaux variants. Le Conseil supérieur de la protection et la prévention au travail se réunit quelques fois par semaine et se penche sur les différents problèmes et défis depuis le début de la crise. Tous les partenaires sociaux y sont représentés.

Nous suivons bien entendu la situation de près, et je n'hésiterai pas à présenter de nouvelles mesures au Comité de concertation afin de protéger au mieux les travailleurs et les travailleuses dans l'exécution de leur travail, ce que j'ai d'ailleurs fait lors du précédent Comité de concertation quant à la situation spécifique des travailleurs et, surtout, des travailleuses du secteur des titres-services, où nous avons rajouté l'obligation et la possibilité, pour les travailleuses qui se trouveraient dans une situation qu'elles estiment insuffisamment sûre au regard de la situation épidémiologique et des différentes normes et mesures sanitaires, d'exercer un droit de retrait et ainsi pouvoir quitter

kunde en voor het personeel. Een deel van die kosten is fiscaal aftrekbaar.

Zowel werkgevers als werknemers zijn vrij om al dan niet aan het project deel te nemen.

Er werden al zo'n 345.000 sneltests aan de arbeidsartsen geleverd en er is nog een voorraad van 545.000 tests over.

Wegens het succes wordt de samenwerking tussen de federale overheid, de bedrijven en de arbeidsartsen verlengd tot 1 juni.

82 % van de geleverde tests werd gebruikt in privébedrijven en 18 % in de overheidssector.

De FOD Werkgelegenheid heeft het kader ontwikkeld waarbinnen die sneltests gebruikt kunnen worden. Dat kader is gebaseerd op het eensluidende advies van de sociale partners van 23 maart 2021 over het herhaaldelijk afnemen van sneltests in bedrijven.

L'utilisation de tests rapides ne signifie pas que les mesures préventives prévues dans le guide générique et les guides sectoriels ne doivent plus être respectées. Ces tests ne remplacent pas non plus la quarantaine obligatoire.

We onderhouden een permanente dialoog met de sociale partners over de veiligheidsmaatregelen die er in ondernemingen genomen moeten worden of die aangepast moeten worden aan nieuwe situaties of nieuwe varianten. De Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het Werk komt meerdere keren per week samen sinds het begin van de crisis en alle sociale partners zijn daarin vertegenwoordigd.

Ik zal niet aarzelen om het Overlegcomité nieuwe maatregelen voor te stellen om de werknemers beter te beschermen. Dat is trouwens wat ik tijdens de

leur lieu de prestation.

Voilà donc un élément complémentaire qui ne figurait pas dans ma réponse mais qui a été adopté par le Comité de concertation vendredi et qui s'inscrit dans la volonté de réduire au maximum les contaminations sur le lieu de travail et de garantir la santé des travailleuses et des travailleurs.

04.06 Nadia Moscufo (PVDA-PTB): Monsieur le ministre, il est vrai que depuis le début de cette pandémie, on voit que les entreprises sont régulièrement source de contaminations. On voit également sur le terrain que, dans la sphère privée, cela reste très restreint. Il y a donc vraiment une contradiction qui fait aussi qu'il y a beaucoup de critiques sur l'ensemble des mesures. Des critiques justifiées, mais aussi des critiques qui créent un manque de compréhension du virus. Nous ne sommes vraiment pas là pour lâcher toutes les mesures.

En tout cas, vous ne répondez pas à ce qui nous revient du terrain. Les comités de prévention dans les entreprises n'exercent pas de rôle contraignant. De même, il est difficile de connaître les suites qui ont été apportées aux contrôles que vous aviez ordonnés. Quelles sont les mesures mal appliquées? Quelle démarche entreprendre lorsqu'on détecte quelqu'un de positif au test? Comment organiser le suivi de ses collègues et le travail sur place? Il faut aller beaucoup plus loin.

Notre question se référait à la carte blanche de certaines personnalités parue dans la presse, mais vous y êtes resté insensible.

Il reste encore le problème du manque d'inspections. En outre, les travailleurs qui s'en chargent par défaut sont eux-mêmes débordés. C'est pourquoi nous attendons toujours que vous nous informiez du nombre de personnes supplémentaires que vous allez engager.

04.07 Gaby Colebunders (PVDA-PTB): Mijnheer de minister, als we iets geleerd hebben, dan wel dat de snelsten natuurlijk een jaar te laat komen. We mogen ons daarop echter niet blindstaren. Verscheidene bedrijven voeren dit in en we merken dat het goed wordt opgevolgd bij de bedrijven waar men syndicaal het sterkste staat en waar het comité ter preventie en bescherming op het werk zijn taken verricht. De snelsten mogen echter geen vrijgeleide zijn. We merken nu vooral in de chemie, waar men de snelsten al inzet en men ermee smijt – ik ken bedrijven waar personeelsleden tien snelsten per week krijgen, op vijf werkdagen – dat de werkgever vindt dat de veiligheid op de werkplaats niet meer zo nauw moet worden bekeken. Op dat vlak willen we ten stelligste benadrukken dat zeker in bedrijven waar mensen dicht bij elkaar werken en in bedrijven waar men syndicaal niet sterk staat, er nog altijd controles dienen uitgevoerd te worden.

Ik heb nog enkele vragen over de inspectiediensten die overbelast zijn en een stakingsaanzegging hebben ingediend, maar de uitbreiding van het CPBW zou hier natuurlijk ook iets zijn voor de vakbonden om

jongste vergadering van het Overlegcomité gedaan heb met betrekking tot de specifieke situatie van werknemers en werkneemsters in de sector van de dienstencheques. Zij hebben voortaan de mogelijkheid om hun recht op terugtrekking uit te oefenen en hun werkplek te verlaten, als ze menen dat ze zich in een onvoldoende veilige situatie bevinden.

04.06 Nadia Moscufo (PVDA-PTB): Vanaf het begin van de pandemie zijn bedrijven regelmatig de bron van besmettingen, terwijl er minder besmettingen zijn in de privésfeer. Die situatie heeft geleid tot veel kritiek op de gezondheidsmaatregelen. Die kritiek is gerechtvaardigd, hoewel het zeker niet de bedoeling is om alle maatregelen te laten varen.

U biedt geen oplossingen voor de problemen waarmee men in de bedrijven kampt. De comités voor preventie en bescherming op het werk kunnen geen bindende regels opleggen. We weten niet hoe de follow-up verloopt na de controles van de inspectie, die trouwens ontoereikend zijn. De open brief die in de pers verschenen is, toont aan dat u onvoldoende oog hebt voor de noden.

04.07 Gaby Colebunders (PVDA-PTB): Les mesures sont bien suivies dans les entreprises où les organisations syndicales sont bien présentes, mais des dérives existent aussi. Dans des entreprises du secteur chimique, chaque membre du personnel reçoit jusqu'à dix tests rapides, mais, dans le même temps, l'employeur prend quelques libertés avec la sécurité au travail. C'est pourquoi des contrôles restent nécessaires.

verder mee te werken.

04.08 Sophie Thémont (PS): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Je suis satisfaite d'avoir entendu ce que vous nous avez expliqué. Vu que la pandémie se prolonge, il me semble louable de permettre aux professionnels qui peuvent reprendre leurs activités de le faire dans de bonnes conditions sanitaires. Comme vous l'avez indiqué, la prévention et la protection au travail constituent une priorité. L'objectif est bien de protéger les travailleurs au sein des entreprises.

04.09 Anja Vanrobaeys (Vooruit): Mevrouw de voorzitter, mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord.

In *De Zondag* stond een artikel met de nieuwe cijfers voor Vlaanderen, opgesteld samen met de federale inspectiediensten. Dat artikel kopte "Een op drie bedrijven volgt coronamaatregelen niet." Ik vind het hallucinant dat het na een jaar nog steeds hetzelfde liedje is. Het is een beetje zoals de omkadering van telewerk, waarover we het daarnet hadden. Dit getuigt niet van respect ten overstaan van de eigen werknemers, maar vooral niet ten overstaan van het zorgpersoneel, bij wie het water nog steeds aan de lippen staat. Ondertussen smeekt de samenleving om perspectief, heropeningen en versoepelingen. Heel veel mensen beginnen het mentaal zwaar te krijgen en ik vind dat er een tandje moet worden bijgestoken om erop toe te zien dat de coronamaatregelen worden nageleefd.

De federale overheid stelt gratis sneltesten ter beschikking. Ik merk dat er nu toch al wat meer besteld zijn dan enkele weken geleden. Ik vind het goed dat die maatregel wordt verlengd. Ik vang echter ook signalen op van vakbondsafgevaardigden in bedrijven waaruit blijkt dat die sneltesten eigenlijk worden gebruikt als vrijgeleide om geen enkele maatregel meer te moeten naleven.

Sneltesten zijn een bijkomend middel om veilige arbeidsomstandigheden te garanderen. Ik vind het goed dat de federale regering die ter beschikking heeft gesteld, maar dat mag bedrijven geen vrijgeleide geven om alles los te laten. In die zin dring ik aan op verdere controles. We zijn misschien aangekomen aan de laatste loodjes, wat ik althans hoop, maar toch moeten wij voorzichtig zijn. Als de cijfers echt niet dalen, zult u verdere maatregelen moeten nemen, zoals u hebt gedaan voor de huishoudhulpen, die u extra bescherming en een extra tool in handen hebt gegeven om veilige werkomstandigheden te garanderen.

04.10 Catherine Fonck (cdH): Monsieur le ministre, il faut parfois rappeler des évidences. On va gagner contre le virus et retrouver des libertés si on déploie nos armes de prévention à côté de la vaccination, à 100 %.

Pourtant, ce n'est pas ce qui manque. Quand on regarde la manière avec laquelle d'autres pays avancent beaucoup plus vite que nous, je trouve que vous avez une approche très légère d'un bras armé d'une politique de prévention qui est pourtant capitale. Quand vous regardez le Royaume-Uni, l'Autriche, l'Allemagne et maintenant même en dehors de l'espace européen, les pays qui avancent le plus vite sont ceux qui additionnent leurs différentes armes.

04.08 Sophie Thémont (PS): Aangezien de pandemie blijft voortduren, moet men de beroepsbeoefenaars toestaan om hun activiteiten in goede gezondheidsomstandigheden te hervatten. Preventie en bescherming op het werk vormen een prioriteit.

04.09 Anja Vanrobaeys (Vooruit): Selon un article paru dans *De Zondag*, une entreprise sur trois en Flandre ne respecte pas les mesures corona. Cette attitude témoigne d'un manque de respect à l'égard des travailleurs des entreprises elles-mêmes, du personnel soignant et de la société. C'est pourquoi les contrôles doivent être intensifiés.

Je me félicite de la mise à disposition gratuite par le gouvernement de tests rapides mais des délégués syndicaux me disent que ces tests sont souvent utilisés comme prétexte pour ne pas respecter les mesures de prévention.

Si les chiffres ne s'améliorent pas, le ministre devra prendre des mesures complémentaires pour garantir des conditions de travail plus sûres.

04.10 Catherine Fonck (cdH): We zullen het virus overwinnen en onze vrijheid terugkrijgen als we boven op een vaccinatiegraad van 100 % al onze preventiemiddelen inzetten. Andere landen gaan veel sneller dan wij. Uw aanpak is niet daadkrachtig genoeg. Ik begrijp niet waarom we niet meer testen. De landen die vooruitgang boeken, zijn de landen die een uitgebreid arsenaal inzetten. In het belang

Que fait-on ici? On dit "Ah! Pas de télétravail" ou uniquement si les distances ne sont pas respectées, comme si les travailleurs ne se croisaient pas ou n'empruntaient pas le chemin du travail le matin et le soir. La stratégie doit concerner toutes les personnes mobiles aujourd'hui. Pour toutes celles qui vont de plus en plus devenir mobiles demain et après-demain, on espère avoir une politique de dépistage de type préventif. En effet, les études ont démontré en matière de littérature scientifique que cela diminuait fortement le risque de contamination.

C'est cela, notre stratégie commune. Je trouve qu'en la matière, la Belgique est encore dans un schéma où on devrait être en mode guerrier et on est en mode super léger. Je me permets donc de plaider auprès de vous pour qu'on ait une politique qui soit très ambitieuse en la matière. De fait, c'est dans notre intérêt à tous. On est tous dans la même galère. On s'en sortira si on utilise ces armes à 100 %. Je vous remercie.

La **présidente**: Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

van iedereen is er een ambitieuzere preventieve teststrategie nodig. Dat verkleint het besmettingsrisico aanzienlijk.